

cessaire à leur vie ? Et, d'ailleurs, n'y a-t-il pas, en dehors de chaque nation, de nombreux consommateurs possibles des produits de cette nation même, et les moyens d'échange réciproque sont-ils assez actifs, assez faciles, assez favorisés pour qu'ils produisent tout le bien désirable ?

C'est là, il faut le reconnaître, que git le principe du mal que l'on déplore ; c'est là qu'il faut apporter un utile remède.

Ce principe dommageable dérive de causes multiples qui toutes concourent, plus ou moins, au même effet, et dont la complication même augmente la funeste influence.

Il suffit d'indiquer les principales de ces causes, dont les autres sont la conséquence ou le complément inévitable.

On doit donc attribuer les crises industrielles aux entraves qu'éprouve le développement possible de la consommation. Ces entraves proviennent surtout de la mauvaise organisation du travail et du crédit, de la défectuosité du système actuel de la législation sur les douanes, et, enfin, de l'absence d'une protection bien entendue et d'une organisation meilleure du commerce.

Ces causes sont unies par une corrélation intime, et cependant il ne suffirait pas d'en annuler une pour détruire complètement les autres. Leur examen conduit naturellement à rechercher les moyens de les supprimer toutes simultanément.

Dans l'organisation actuelle de l'industrie, l'ouvrier, entièrement mis en dehors des intérêts spéciaux du chef d'atelier, n'a d'autre souci que d'obtenir le travail le plus complet et le salaire le plus avantageux qu'il soit possible. Cette espèce d'isolement dans lequel l'ouvrier se trouve ainsi placé le rend presque indifférent aux succès du chef d'industrie, et, si ce n'était un sentiment d'intérêt personnel, peut-être s'inquiéterait-il peu de la prospérité de celui qui lui fournit du travail.

On comprend combien un tel état de choses entraîne d'in-